

Newsletter, 8-11 juin 2015 Session plénière Strasbourg

Négociations du TTIP: les députés présentent leurs recommandations

Les recommandations du Parlement à la Commission dans les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) avec les États-Unis seront débattues mercredi matin et votées à midi. La protection des investisseurs (ISDS) sera prioritaire dans le débat, alors que les avis sont partagés par rapport à une possible demande du Parlement d'exclure de l'accord l'utilisation de l'arbitrage privé pour régler les différends entre les investisseurs et les autorités publiques.

5

L'UE doit lutter contre la propagande russe et contrer les menaces en mer Noire

L'UE et ses États membres devraient surveiller le financement par la Russie de partis politiques de l'UE, affecter des fonds pour contrer sa propagande et lutter contre les menaces qui pèsent sur la sécurité dans la région de la mer Noire découlant de l'annexion illégale de la Crimée par la Russie, estiment les députés dans deux résolutions non législatives qui seront débattues mercredi et mises aux voix jeudi.

7

Position de la Hongrie sur la peine de mort et l'immigration: les députés votent une résolution

Une résolution concluant le débat de la session plénière de mai avec le Premier ministre de la Hongrie Viktor Orbán et le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans sera mis aux voix mercredi. Le débat a été suscité par les propos de M. Orbán sur la possibilité de réinstaurer la peine capitale en Hongrie et par une consultation publique sur l'immigration lancée par le gouvernement hongrois.

9

"Frontières intelligentes": questions à la Commission et au Conseil sur les contrôles aux portes d'entrée de l'UE

Les propositions sur le système d'entrée/sortie et le programme d'enregistrement des voyageurs de pays tiers sont-elles appropriées et adéquates pour répondre au nombre croissant de personnes qui franchissent les frontières extérieures de l'UE? Les députés interrogeront la Commission et le Conseil mardi. Ils devraient poser des questions sur la durée de conservation des données, la possibilité ou non pour les agences d'appliquer la loi d'avoir accès aux données et le coût de ces systèmes.

10

Vers un meilleur contrôle des actionnaires sur la rémunération des directeurs d'entreprise

Les actionnaires d'une entreprise devraient pouvoir voter au moins tous les trois ans sur la rémunération du directeur général, selon un projet législatif qui sera débattu mardi et voté mercredi. Les députés de la commission des affaires juridiques souhaitent également que les grandes entreprises et les entités d'intérêt public, comme les banques et les compagnies d'assurance, publient, pays par pays, les données relatives à leurs profits, taxes et subventions reçues.

12

Sports: scandale de corruption à la FIFA, Jeux de Bakou et prisonniers politiques en Azerbaïdjan

Les révélations de corruption de haut niveau à la Fédération internationale de football FIFA et des appels à examiner la situation des droits de l'homme d'un pays avant de le choisir comme lieu pour des manifestations sportives internationales, seront débattus mercredi. Une résolution sur la corruption à la FIFA sera votée jeudi.

14

Le Président de la Mongolie au Parlement

Le Président de la Mongolie Tsakhiagiyn Elbegdorj prononcera un discours solennel devant les députés en séance plénière mardi à midi. Ce sera sa première visite au Parlement européen depuis qu'il a été élu président en mai 2009.

16

Egalité des sexes: des objectifs plus clairs et une meilleure surveillance exigés

La nouvelle stratégie de l'UE pour l'égalité des genres après-2015 a besoin d'objectifs clairs et d'un suivi plus efficace que celle d'aujourd'hui s'il s'agit de faire de réels progrès contre la discrimination sur le marché du travail, dans l'éducation et lors de la prise de décision, selon un projet de résolution non législative qui sera débattu lundi après-midi et mis aux voix mardi.

17

Changement climatique: extension du protocole de Kyoto

L'amendement de Doha au protocole de Kyoto sur le changement climatique, qui doit permettre de rallonger sa durée de vie jusqu'à 2020, année durant laquelle un éventuel accord de Paris entrerait en vigueur, sera mis aux voix mercredi. La COP21 de Paris se tiendra du 30 novembre au 11 décembre 2015.

18

Après l'ACTA: des idées sur la meilleure façon de protéger les droits de propriété intellectuelle de l'UE à l'étranger

La nécessité de protéger la propriété intellectuelle de l'UE à l'étranger sera soulignée par les députés à travers un débat lundi et une résolution qui sera votée mardi. Les idées avancées par les députés tiendront compte des leçons tirées du rejet par le Parlement de l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) proposé il y a trois ans.

19

Débat sur la crise au Burundi

La violence pendant la campagne des élections présidentielles au Burundi sera débattue par les députés mercredi.

21

Vote sur les progrès de réforme de la Turquie accomplis en 2014

La Turquie doit intensifier la lutte contre la corruption, garantir la liberté des médias et d'expression et respecter l'indépendance de la magistrature, pourraient insister les députés lors d'un vote mercredi. 22

Stratégie pour la sécurité énergétique: les députés listent les besoins clés

La position du Parlement sur la communication de la stratégie européenne pour la sécurité énergétique, présentée par la Commission en mai 2014, sera débattue mardi soir et établie dans une résolution non législative, qui sera votée mercredi. 23

Résolutions concernant les droits de l'homme et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 11 juin à 09h00, avec des votes intervenant vers 12h00. 24

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus, figure: 25

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2015-06-08>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)
[EP Live : suivre la séance en direct](#)
[Europarl TV](#)
[Conférences de presse et autres événements](#)
[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
[EP Newshub](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

COMM - PRESS

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

📱 (+32) 473 55 74 66

✉ emilie.tournier@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

COMM - PRESS

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Négociations du TTIP: les députés présentent leurs recommandations

Les recommandations du Parlement à la Commission dans les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) avec les États-Unis seront débattues mercredi matin et votées à midi. La protection des investisseurs (ISDS) sera prioritaire dans le débat, alors que les avis sont partagés par rapport à une possible demande du Parlement d'exclure de l'accord l'utilisation de l'arbitrage privé pour régler les différends entre les investisseurs et les autorités publiques.

L'accord du TTIP, que l'UE et les États-Unis négocient depuis 2013, pourrait créer la plus grande zone de libre-échange du monde. Dès le début, une forte majorité de députés a **fortement favorisé** ces négociations, comme potentiellement bénéfiques pour la croissance et l'emploi, mais ont dans le même temps fixé plusieurs "lignes rouges" au-delà desquelles les intérêts de l'UE doivent être sauvegardés (par exemple, une demande d'exclure les services audiovisuels).

Le Parlement votera une résolution, rédigée par sa commission du commerce international avec des contributions de 13 autres commissions, qui évalue les progrès accomplis après un an et demi de négociations et énonce les vues du Parlement sur ce qui doit être réalisé et sauvegardé dans les pourparlers de la Commission avec les États-Unis dans des domaines tels que l'agriculture, les marchés publics, la protection des données, l'énergie, et les droits du travail.

Un accord sur le TTIP, une fois établi par les négociateurs de l'UE et des États-Unis, aura besoin du soutien du Parlement européen et du Conseil de l'UE pour entrer en vigueur.

Débat: mercredi 10 juin

Vote, mercredi 10 juin

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: mercredi 10 juin à 14h00

#TTIP #EPonTTIP #ISDS

En savoir plus

[Projet de résolution: recommandations du PE à la Commission sur les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement \(TTIP\)](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission \(28.05.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Bernd Lange \(S&D, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Contexte: le Parlement européen et le TTIP](#)

[Matériel audiovisuel pour les médias \(après le vote en commission\) \(en anglais\)](#)

[Plus d'articles du PE sur le TTIP](#)

[Etude EPRS: recommandations du PE sur les discussions TTIP](#)

L'UE doit lutter contre la propagande russe et contrer les menaces en mer Noire

L'UE et ses États membres devraient surveiller le financement par la Russie de partis politiques de l'UE, affecter des fonds pour contrer sa propagande et lutter contre les menaces qui pèsent sur la sécurité dans la région de la mer Noire découlant de l'annexion illégale de la Crimée par la Russie, estiment les députés dans deux résolutions non législatives qui seront débattues mercredi et mises aux voix jeudi.

L'appel à affecter des fonds européens pour lutter contre la propagande et la désinformation russes à l'étranger, et en particulier dans l'UE, est passé dans un projet de résolution rédigé par Gabrielius Landsbergis (PPE, LT). Le texte invite également l'UE à soutenir les citoyens russes qui luttent pour promouvoir la démocratie et l'État de droit, comme les défenseurs des droits humains, les blogueurs, les médias indépendants, les universitaires et les ONG.

La situation de la sécurité de la mer Noire après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie sera abordée dans un débat distinct et un projet de résolution rédigé par Ioan Mircea Pașcu (S&D, RO).

La "liste noire" russe interdisant 89 politiciens, fonctionnaires et chefs militaires de l'UE d'entrer en Russie pourrait également être discutée par les députés.

Débat: mercredi 10 juin

Vote: jeudi 11 juin

Procédure: résolutions non législatives

Conférence de presse: mercredi 10 juin à 16h30

#Russia #Crimea #EU

En savoir plus

[Déclaration du Président du PE, Martin Schulz sur la signalisation d'une liste noire](#)

[Projet de résolution sur l'état des relations entre l'Union européenne et la Russie](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires étrangères sur les relations UE-Russie \(11.05.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Gabrielius Landsbergis \(PPE, LT\)](#)

[Projet de résolution sur la situation militaro-stratégique dans le bassin de la mer Noire à la suite de l'annexion illégale de la Crimée par la Russie](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires étrangères sur la situation dans en Mer Noire \(04.05.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Ioan Mircea Pașcu \(S&D, RO\)](#)

[Etude EPRS : manipulation de l'information sur l'Ukraine et réponse de l'UE](#)

[Résolution du Parlement européen sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie \(13.03.2014\)](#)

Position de la Hongrie sur la peine de mort et l'immigration: les députés votent une résolution

Une résolution concluant le débat de la session plénière de mai avec le Premier ministre de la Hongrie Viktor Orbán et le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans sera mis aux voix mercredi. Le débat a été suscité par les propos de M. Orbán sur la possibilité de réinstaurer la peine capitale en Hongrie et par une consultation publique sur l'immigration lancée par le gouvernement hongrois.

Ces questions ont d'abord été discutées lors d'une réunion de la commission des libertés civiles, le jeudi 7 mai après que la Conférence des présidents du Parlement ait demandé à la commission de les examiner "en priorité".

Débat: mardi 19 mai

Vote: mercredi 10 juin

Procédure: résolution non législative

#fundamentalrights #Hungary #migration #immigration

En savoir plus

[Vidéo du débat en plénière sur la situation en Hongrie \(19.05.2015\)](#)

[Enregistrement vidéo du débat sur la peine de mort en commission des libertés civiles \(07.05.2015\)\(07.05.2015\)](#)

[Déclaration du Président du PE Martin Schulz à l'issue d'une conversation téléphonique avec le Premier Ministre Viktor Orbán \(30.04.2015\)](#)

"Frontières intelligentes": questions à la Commission et au Conseil sur les contrôles aux portes d'entrée de l'UE

Les propositions sur le système d'entrée/sortie et le programme d'enregistrement des voyageurs de pays tiers sont-elles appropriées et adéquates pour répondre au nombre croissant de personnes qui franchissent les frontières extérieures de l'UE? Les députés interrogeront la Commission et le Conseil mardi. Ils devraient poser des questions sur la durée de conservation des données, la possibilité ou non pour les agences d'appliquer la loi d'avoir accès aux données et le coût de ces systèmes.

Le 3 décembre 2014, le commissaire européen en charge des migrations, des affaires intérieures et de la citoyenneté, Dimitris Avramopoulos, a annoncé que les propositions sur les "frontières intelligentes" proposées en 2013 seraient retirées et remplacées par de nouvelles fin 2015 ou début 2016. Un projet pilote mené entre mars et septembre 2015 teste la technologie des contrôles biométriques dans les principaux aéroports du Portugal, d'Allemagne, de France, d'Espagne, des Pays-Bas et de Suède.

Note aux éditeurs

Le paquet sur les frontières intelligentes comprend des propositions pour un système d'entrée et de sortie (EES) et pour un programme d'enregistrement des voyageurs (RTP). L'objectif est d'améliorer la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen, de lutter contre l'immigration clandestine, et de rassembler des données sur les personnes dépassant la durée de séjour autorisée, tout en permettant aux ressortissants non-européens qui font l'objet d'une autorisation préalable en tant que voyageurs fréquents de franchir plus facilement les frontières.

Le système EES proposé serait utilisé:

- *pour enregistrer à quels moment et endroit un ressortissant non-européen entre ou sort de l'UE via ses frontières extérieures;*
- *pour calculer la durée de leur séjour; et*
- *pour générer une alerte lorsque la période de séjour autorisée est dépassée.*

Le RTP permettrait à certains groupes de voyageurs fréquents issus de pays tiers (comme les hommes d'affaires, les membres de la famille, etc.) d'entrer dans l'UE moyennant un examen préalable et des contrôles aux frontières simplifiés, notamment l'utilisation de portes automatiques.

Les rapporteurs de la commission des libertés civiles sur le paquet "frontières intelligentes" sont Agustín Díaz de Mera (PPE, ES) pour l'ESS et Tanja Fajon (S&D, SL) pour le RTP.

Débat: mardi 9 juin

Procédure: questions avec demande de réponse orale au Conseil et à la Commission

#SmartBorders

En savoir plus

[Question avec demande de réponse orale au Conseil](#)

[Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)

[Information concernant l'initiative "Frontières intelligentes" \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur sur le système d'entrée/sortie \(EES\), Agustín Díaz de Mera \(PPE, ES\)](#)

[Profil du rapporteur sur le programme d'enregistrement des voyageurs \(RTP\), Tanja Fajon \(S&D, SL\)](#)

[Parcours législatif du système d'entrée/sortie \(EES\)](#)

[Parcours législatif du programme d'enregistrement des voyageurs \(RTP\)](#)

[Note de briefing EPRS sur l'initiative "Frontières intelligentes" \(en anglais\)](#)

[Note de briefing du service EPRS: Paquet "Frontières intelligentes"](#)

Vers un meilleur contrôle des actionnaires sur la rémunération des directeurs d'entreprise

Les actionnaires d'une entreprise devraient pouvoir voter au moins tous les trois ans sur la rémunération du directeur général, selon un projet législatif qui sera débattu mardi et voté mercredi. Les députés de la commission des affaires juridiques souhaitent également que les grandes entreprises et les entités d'intérêt public, comme les banques et les compagnies d'assurance, publient, pays par pays, les données relatives à leurs profits, taxes et subventions reçues.

Le projet législatif, approuvé en commission des affaires juridiques à une courte majorité, vise à introduire plus de transparence et à susciter un engagement à plus long terme des actionnaires envers l'entreprise, en leur permettant d'exercer plus facilement leurs droits.

Note aux éditeurs

Le Parlement devrait adopter sa position en première lecture ce mercredi, mais les députés pourraient également décider de ne pas formellement clore celle-ci, et d'ouvrir des négociations avec le Conseil des ministres afin de rechercher un accord sur une version définitive de la législation.

Selon la Commission européenne, seulement 13 États membres de l'UE permettent aux actionnaires des entreprises d'avoir leur mot à dire sur la politique de rémunération du directeur, par vote et/ou rapport. Seulement 15 exigent que celle-ci soit rendue publique, et 11 que les rémunérations individuelles des directeurs soient publiées.

Débat: mardi 9 juin

Vote: mercredi 10 juin

Procédure: codécision, (procédure législative ordinaire), première lecture

Conférence de presse: mercredi 10 juin à 15h00

#Shareholder #ShareholderRights #shareholders #corporate #governance

En savoir plus

[Projet de résolution sur la révision des droits des actionnaires](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires économiques et monétaires \(7.5.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Sergio Gaetano Cofferati \(S&D, IT\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Commission européenne: Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise](#)

Sports: scandale de corruption à la FIFA, Jeux de Bakou et prisonniers politiques en Azerbaïdjan

Les révélations de corruption de haut niveau à la Fédération internationale de football FIFA et des appels à examiner la situation des droits de l'homme d'un pays avant de le choisir comme lieu pour des manifestations sportives internationales, seront débattus mercredi. Une résolution sur la corruption à la FIFA sera votée jeudi.

La question au Conseil et le débat de mercredi après-midi se concentreront sur le fait de savoir si de grands événements sportifs, comme les Jeux de Bakou, devraient être utilisés pour défendre les droits de l'homme et promouvoir les valeurs universelles.

Les députés soulignent que "les dirigeants du monde sont toujours invités aux cérémonies d'ouverture qui représentent une occasion pour les autocrates de légitimer leur pouvoir et d'améliorer leur image aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale", ajoutant que "le gouvernement azerbaïdjanais est déterminé à utiliser les jeux pour renforcer la réputation mondiale du pays".

Les droits de l'homme doivent être un facteur clé dans le choix des pays d'accueil pour les événements sportifs, ont soutenu les eurodéputés lors d'une audition mixte de la sous-commission des droits de l'homme et de la commission de la culture avec des représentants de la FIFA, des comités olympiques européens et des ONG. La présidente de la sous-commission des droits de l'homme Elena Valenciano (S&D, ES) et la présidente de la commission de la culture Silvia Costa (S&D, IT) tiendront une conférence de presse conjointe mardi à 16h00.

Débat: mercredi 10 juin

Vote: jeudi 11 juin

Procédure: déclarations de la Commission et du Conseil avec résolution (FIFA) / Question avec demande de réponse orale au Conseil

Conférence de presse: mardi 9 juin à 16h00 avec Elena Valenciano (S&D, ES) et Silvia Costa (S&D, IT)

#Baku2015 #europeangames #Azerbaijan #sports #humanrights #Baku

En savoir plus

[Suivre l'audition conjointe des commissions DROI et CULT \(06.05.2015\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Note de contexte sur la situation des droits de l'homme en Azerbaïdjan \(en anglais\)](#)

[Première résolution du PE sur les sports \(02.12.2012\)](#)

[Résolution du PE sur les matchs arrangés et la corruption dans le sport \(14.03.2014\)](#)

Le Président de la Mongolie au Parlement

Le Président de la Mongolie Tsakhiagiyn Elbegdorj prononcera un discours solennel devant les députés en séance plénière mardi à midi. Ce sera sa première visite au Parlement européen depuis qu'il a été élu président en mai 2009.

La Mongolie, un ancien État satellite soviétique, a mis fin à sept décennies de régime communiste en 1990, et a tenu ses premières élections en 1992.

La Mongolie est l'une des cinq économies les plus dynamiques du monde. L'UE est devenue son troisième de ses plus importants partenaires commerciaux, après la Russie et la Chine.

L'UE et la Mongolie ont célébré le 25e anniversaire de leur coopération en 2014.

Débat: mardi 9 juin

Procédure: séance solennelle

#mongolia #Mongolia

En savoir plus

[Page du SEAE sur les relations de l'UE avec la Mongolie](#)

Egalité des sexes: des objectifs plus clairs et une meilleure surveillance exigés

La nouvelle stratégie de l'UE pour l'égalité des genres après-2015 a besoin d'objectifs clairs et d'un suivi plus efficace que celle d'aujourd'hui s'il s'agit de faire de réels progrès contre la discrimination sur le marché du travail, dans l'éducation et lors de la prise de décision, selon un projet de résolution non législative qui sera débattu lundi après-midi et mis aux voix mardi.

Le texte élaboré par la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres fournira la contribution du Parlement au travail de la Commission européenne à propos d'une nouvelle stratégie pour mettre fin à la violence contre les femmes et à leur discrimination sur le marché du travail, dans les processus de prise de décision politique et économique, dans la santé, et au niveau des connaissances et de l'éducation.

La stratégie devrait également inclure des dispositions visant à protéger les droits des femmes dans les pays tiers et promouvoir l'égalité des sexes, ajoute le texte, qui appelle également à ce que les progrès dans tous les domaines mentionnés ci-dessus soient évalués en permanence.

Débat: lundi 8 juin

Vote: mardi 9 juin

Procédure: résolution non législative

#equality #women

En savoir plus

[Projet de résolution sur la stratégie de l'Union européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes après 2015](#)

[Profil du rapporteur Maria Noichl \(S&D, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: vers une nouvelle stratégie de l'UE pour l'égalité entre les sexes](#)

[EuroparlTV: Interview avec la présidente de la commission des droits de la femme et l'égalité des genres, Iratxe García Pérez](#)

[Rapport de la Commission européenne sur l'égalité entre femmes et hommes 2014](#)

Changement climatique: extension du protocole de Kyoto

L'amendement de Doha au protocole de Kyoto sur le changement climatique, qui doit permettre de rallonger sa durée de vie jusqu'à 2020, année durant laquelle un éventuel accord de Paris entrerait en vigueur, sera mis aux voix mercredi. La COP21 de Paris se tiendra du 30 novembre au 11 décembre 2015.

En approuvant l'amendement de Doha, l'UE et ses États membres s'engagent à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre annuelles à 80% de leur niveau de base (le plus souvent 1990) pour la période 2013-2020.

Le protocole de Kyoto, signé en 1997 et ratifié par l'UE en 2002, a fixé des plafonds d'émission contraignants pour la période 2008-2012 (moins 8% par rapport à 1990). L'accord de Doha de décembre 2012 prévoit une seconde période d'engagement pour la période 2013-2020.

Débat: mardi 9 juin

Vote: mercredi 10 juin

Procédure: accord

#ClimateChange #Kyotoprotocol

En savoir plus

[Projet de résolution sur l'amendement de Doha au protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et à l'exécution conjointe des engagements qui en découlent](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement \(01.06.2015\)](#)

[Profil du Elisabetta Gardini \(PPE, IT\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Note de briefing du service EPRS Amendement de Doha au protocole de Kyoto](#)

Après l'ACTA: des idées sur la meilleure façon de protéger les droits de propriété intellectuelle de l'UE à l'étranger

La nécessité de protéger la propriété intellectuelle de l'UE à l'étranger sera soulignée par les députés à travers un débat lundi et une résolution qui sera votée mardi. Les idées avancées par les députés tiendront compte des leçons tirées du rejet par le Parlement de l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) proposé il y a trois ans.

Dans un débat et une résolution séparés, les députés sont susceptibles de demander des règles internes à l'UE pour lutter contre les violations en ligne des droits de propriété intellectuelle.

La compétitivité de l'UE dépend de la créativité et de l'innovation, mais l'Union a peu de moyens pour protéger ses innovateurs contre la contrefaçon et d'autres infractions aux droits de propriété intellectuelle (DPI) sur les marchés de pays tiers, selon le projet de résolution.

Les députés reconnaissent que l'équilibre entre les droits des titulaires de droits, les opérateurs économiques et les utilisateurs finaux est "extrêmement complexe" et soulignent que toute nouvelle proposition législative devrait tenir compte des spécificités des marchés numériques et de la nécessité d'assurer un accès abordable aux médicaments génériques.

La résolution est une réponse à la stratégie de la Commission européenne pour assurer que les DPI soient protégés et respectés dans les pays tiers, étant donné que l'accord ACTA, qui selon ses partisans aurait eu ce but, a été rejeté par le Parlement en 2012. Les députés insistent sur la nécessité d'un débat public éclairé sur la meilleure façon de protéger et de faire respecter les DPI.

Dans une résolution non-législative distincte, sur l'application des DPI au sein de l'UE, les députés européens sont susceptibles d'appeler à une stratégie de lutte contre les violations des DPI qui serait adaptée à l'environnement en ligne.

Contexte: les violations des DPI

En 2013, les autorités douanières de l'UE ont confisqué près de 36 millions d'articles considérés comme contrefaits ou portant atteinte à des DPI, pour une valeur de plus de 760 millions d'euros. Les médicaments représentaient 10% de ce total.

Les industries à forte intensité de droits de propriété intellectuelle de l'UE représentent 39% de l'activité économique totale (pour une valeur de 4,7 milliard de milliards d'euros) et environ 56 millions d'emplois (soit environ 26% du total).

Débat: lundi 8 juin

Vote: mardi 9 juin

Procédure: résolutions non législatives

#IPR #ACTA

En savoir plus

[Projet de résolution sur la stratégie pour la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle dans les pays tiers](#)

[Profil du rapporteur Maria Alessia Mosca \(S&D, IT\)](#)

[Projet de résolution sur la communication intitulée "Vers un consensus renouvelé sur la protection des droits de propriété intellectuelle: un plan d'action de l'UE"](#)

[Fiche de procédure \(DPI dans les pays tiers\)](#)

[Fiche de procédure \(DPI dans l'UE\)](#)

[Le Parlement européen rejette l'ACTA: communiqué de presse \(04.07.2012\)](#)

[Communication de la Commission sur la protection des DPI dans les pays tiers](#)

[Plan d'action de la Commission sur le respect des droits de propriété intellectuelle dans l'UE](#)

Débat sur la crise au Burundi

La violence pendant la campagne des élections présidentielles au Burundi sera débattue par les députés mercredi.

Les députés devraient apprécier l'annonce récente par les autorités burundaises du report des élections, suivant les recommandations des chefs d'Etats d'Afrique de l'Est formulées lors du sommet de Dar Es-Salaam. Ils pourraient réitérer leur appel aux autorités du Burundi et au Président Pierre Nkurunziza à respecter les règles électorales inscrites dans l'accord d'Arusha et à éviter de prendre des mesures plus répressives contre les dirigeants de l'opposition, la société civile et des médias.

Débat: mercredi 10 juin

Vote: session plénière en juillet

Procédure: résolution non-législative / déclaration par le VP/HR

#Burundi

En savoir plus

[Débat avec le commissaire au développement Neven Mimica sur les violations des droits de l'homme au Burundi \(29.04.2015\)](#)

[Accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi \(1993\)](#)

Vote sur les progrès de réforme de la Turquie accomplis en 2014

La Turquie doit intensifier la lutte contre la corruption, garantir la liberté des médias et d'expression et respecter l'indépendance de la magistrature, pourraient insister les députés lors d'un vote mercredi.

Dans un projet de résolution évaluant les progrès de réforme accomplis par la Turquie en 2014, les eurodéputés exhortent le gouvernement turc à s'engager "sans équivoque" pour des règles et des principes démocratiques et appellent à davantage de coopération intensive UE-Turquie en matière de politique étrangère.

Le Parlement votera sur le projet de résolution de la commission des affaires étrangères mercredi, faisant ainsi suite au débat du 20 mai en séance plénière.

Débat: mercredi 20 mai

Vote: mercredi 10 juin

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission suivie d'un débat (avec résolution)

#Turkey

En savoir plus

[Projet de résolution sur le rapport de progrès 2014 sur la Turquie](#)

[Vidéo du débat](#)

[Vidéo de la conférence de presse](#)

[Profil du rapporteur, Kati Piri \(S&D, NL\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS Turquie 2014: Travail en cours](#)

[EuroparTV: Turquie - Etat des lieux](#)

Stratégie pour la sécurité énergétique: les députés listent les besoins clés

La position du Parlement sur la communication de la stratégie européenne pour la sécurité énergétique, présentée par la Commission en mai 2014, sera débattue mardi soir et établie dans une résolution non législative, qui sera votée mercredi.

Pour réussir, cette [stratégie](#) doit réduire la demande, stimuler la production d'électricité dans l'UE, mieux intégrer le marché de l'UE, et renforcer la solidarité et la coordination entre les États membres de l'UE, selon le projet de texte de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie.

Les députés de cette commission sont également en train de rédiger une résolution non-législative distincte sur la communication de la Commission à partir de 2015 "[Cadre stratégique pour une Union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique clairvoyante en matière de changement climatique](#)", prévue pour un vote plus tard cette année.

Débat: mardi 9 juin

Vote: mercredi 10 juin

Procédure: résolution non législative

#energysecurity #EUenergy

En savoir plus

[Projet de résolution sur la stratégie européenne pour la sécurité énergétique](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission \(07.05.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Algirdas Saugardas \(PPE, LT\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Communication de la Commission européenne sur la stratégie européenne pour la sécurité énergétique \(Mai 2014\)](#)

[Etude EPRS: stratégie européenne en matière de sécurité énergétique](#)

Résolutions concernant les droits de l'homme et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 11 juin à 09h00, avec des votes intervenant vers 12h00.

- Syrie, la situation à Palmyre et le cas de Mazen Darwish.
- Paraguay: les aspects juridiques liés à la grossesse de l'enfant.
- Situation au Népal après les tremblements de terre.

Débat: jeudi 11 juin

Vote: jeudi 11 juin

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus, figure:

- Enquêtes de l'OLAF, question orale, débat mardi et vote mercredi